

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées			
Référence : 2020-Is098SS			
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL	
Société TPLRA Lieu-dit « Combe noire » et « Chanoz » 38510 SERMERIEU  SIREN : 338 542 608 SIRET : 338 542 608 00033		S3IC 0061.01087 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Carrière			
Date du contrôle : 29/05/2020			
Inspecteur(s) : Louis KAËPPELIN			
Type de contrôle			
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle			
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : Cessation et suites inspection 2019	
Thème(s) du contrôle		Action nationale :	
<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE		<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, <i>etc</i>	
		<input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ensemble du site de la carrière autorisée</li> <li>• Zones de stockage des matériaux recyclables</li> <li>• Zones de dépôt des matériaux inertes</li> </ul>			
Référentiel(s) du contrôle			
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°97.8202 du 17 décembre 1997 (lieu-dit « Combe noire »)</li> <li>• Arrêté préfectoral n°2005-03942 du 13 avril 2005 (renouvellement et extension au lieu-dit « Chanoz »)</li> <li>• Arrêté préfectoral complémentaire n°DDPP-ENV-2016-06-14 du 17 juin 2016 (modification des conditions de remise en état avec remblai par des matériaux inertes)</li> <li>• Arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.</li> <li>• Rapport d'inspection du 24 septembre 2019</li> </ul>			

Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Michel PERRIOL	TPLRA	Gérant, Directeur technique
Mme xxx	TPLRA	Opératrice bascule
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule Sol, Sous-sol <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I.1 – Périmètre inspecté

Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par échanges de courriel du 15 mai 2020 correspondaient aux suites données par l'exploitant à l'inspection de septembre 2019 et aux vérifications à effectuer dans le cadre de demande de cessation déposée par l'exploitant le 11 mars 2020.

Le déroulement de la visite a permis de vérifier l'ensemble des prescriptions qui avaient été identifiées.

### I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation (*si nécessaire*)

- ✍ La société TPLRA exploite une carrière située sur la commune de Sermérieu autorisée par l'arrêté préfectoral n°2005-03-942 du 13 avril 2005 modifié par l'arrêté préfectoral n° DDPP-ENV-2016-06-14 du 17 juin 2016.
- ✍ Les productions déclarées pour cette carrière depuis 2015 sont nulles, car l'exploitation du gisement est achevée.
- ✍ Les activités présentes sur le site sont le remblayage du site avec des matériaux inertes et le broyage-concassage de matériaux recyclables.
- ✍ L'autorisation d'exploiter est arrivée à échéance le 13 avril 2020. Un dossier de demande de cessation datée du 11 mars 2020 a été déposé.

### I.3 – Constats effectués (y compris sur les suites apportées à la précédente inspection du 24/09/2019)

Les articles vérifiés qui n'ont pas donné lieu à un constat de non-conformité ou une observation sont les suivants :

- Article 1.1. de l'AP n°2016-06-14 : Plan d'exploitation.
- Articles 1.3.1, 1.3.2 et 1.3.4: de l'AP n°2016-06-14 : Document préalable, procédure d'acceptation préalable et registre d'admission et registre de refus.
- Article 1.3.6 de l'AP n°2016-06-14 : Suivi de la qualité des eaux souterraines. Les dernières analyses de qualité et du niveau des eaux souterraines ont été réalisées le 21 avril 2020, l'inspection des installations classées a constaté la conformité des résultats.
- Article 2 de l'AP n°2016-06-14 : Suivi des prescriptions par un organisme extérieur.
- Article 5 de l'AP n° 2005-03942 : Clôtures et barrières
- Article 14.1.6. de l'AP n°2005-03942 : Bruit et vibrations. Les dernières mesures de bruit ont été réalisées en mars 2020, l'inspection des installations classées a constaté la conformité des résultats.
- Les installations électriques ont été contrôlées le 25 février 2020, les moyens de lutte incendie (extincteurs) en novembre 2019.

- Les dernières mesures d'empoussiérage au titre du code du travail ont été réalisées le 13 mars 2020. Le rapport daté du 1<sup>er</sup> avril 2020, consulté par l'inspection des installations classées, conclut à un risque faible pour les salariés.
- Le dernier rapport annuel de visite de l'organisme de prévention Prevencem est daté du 21 janvier 2020. Les observations et actions correctives demandées ont toutes fait l'objet d'une action de la part de l'exploitant, mises à part l'actualisation du document unique d'évaluation et de prévention des risques et celle du dossier de prescriptions des équipements de travail mobiles.

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, aucune non-conformité au titre du code de l'environnement et des autorisations préfectorales n'a été relevée.

La cessation d'activité fera l'objet d'un rapport dédié.

Au titre du code du travail, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'actualiser le document unique d'évaluation et de prévention des risques et le dossier de prescriptions des équipements de travail mobiles.

<p><b>Rédigé par</b> L'inspecteur de l'environnement</p> <p>Louis KAËPPELIN</p>	<p><b>Vu, approuvé et transmis à</b> Monsieur le Préfet du département de l'Isère Pour le directeur, par délégation Le chef de l'unité Sol, sous-sol</p> <p>Gilles DELLA ROSA</p>
---	---